



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Vendredi 10 mai 2013
Numéro 334

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Nasrallah: nous sommes prêts à recevoir des armes qualitatives qui briseront l'équilibre

An Nahar (proche du 14-Mars)

L'Onu parraine la conférence autour de la Syrie.

Kerry: Assad n'a pas de place dans un gouvernement transitoire

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Nasrallah: vers le Golan.

L'armée menacée de paralysie

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Salam s'apprête à accélérer la formation du gouvernement

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Nasrallah: entre inconscience et culot

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Kerry: pas de place pour Assad dans un gouvernement transitoire

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

Salam attaché à ses constantes.

Nasrallah: "Ne perdez pas votre temps"

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

L'opposition veut changer les rapports de forces avant de négocier

L'événement

Hassan Nasrallah fixe les nouvelles règles du jeu régional

Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a annoncé hier que la Syrie allait livrer à son parti de nouvelles armes susceptibles de changer l'équilibre des forces dans la région et ouvrir le front du Golan aux mouvements de Résistance. Selon lui, il s'agit d'une riposte stratégique aux raids aériens israéliens de dimanche, qui visaient, selon lui, à écarter la Syrie du conflit israélo-arabe.

Ces propos ont été interprétés par les analystes comme une volonté de "l'axe de la Résistance" de modifier les règles du jeu après l'intervention directe d'Israël dans le conflit syrien aux côtés des rebelles. "Les Israéliens savent que la Syrie est la source de la force de la Résistance libanaise et palestinienne, a affirmé Hassan Nasrallah. L'objectif des raids israéliens sur Damas est de dire à la Syrie que si elle continue à soutenir le Hezbollah, le régime syrien tombera et qu'il y aura une guerre. Israël veut éliminer la Syrie du conflit arabo-israélien", a-t-il expliqué lors d'un discours retransmis sur écran à l'occasion du 25ème anniversaire de Radio al-Nour, qui appartient à son parti. "La Syrie va désormais donner à la Résistance de nouveaux types d'armes capables de changer l'équilibre des forces dans la région", a-t-il déclaré.

Ces propos interviennent quelques heures après des déclarations similaires attribuées au président Bachar al-Assad par des médias libanais. Le quotidien Al Akhbar a rapporté, citant des visiteurs libanais à Damas, que le chef de l'Etat syrien aurait décidé de "tout donner au Hezbollah" en reconnaissance de son soutien et va suivre son modèle de résistance contre Israël (Voir Mediarama 333). "Vous avez lancé une guerre contre la Syrie pour l'affaiblir, vous avez donc ouvert la voie à la création d'une résistance populaire pour la libération du Golan occupé, a ajouté le leader du Hezbollah. Puisque la Syrie est restée aux côtés du Liban durant la guerre, nous allons rester à ses côtés et lui fournir un soutien militaire et logistique pour libérer le Golan occupé", a-t-il averti.

Sayyed Nasrallah s'est longuement étendu sur les derniers développements relatifs à la cause palestinienne, notamment la proposition de la Ligue arabe d'échange de terres entre Israël et les Palestiniens. "La Ligue arabe et les pays arabes considèrent que la cause palestinienne, la mosquée al-Aqsa, l'église du Saint-Sépulcre sont un fardeau historique, un fardeau historique", a-t-il dit. Malheureusement, pour certains, la mosquée d'al-Aqsa n'est plus une priorité, la priorité est de s'entretuer en Irak et en Syrie et de déstabiliser le Liban", a-t-il encore dit.

Au sujet de la politique intérieure libanaise, Hassan Nasrallah a assuré que son parti souhaite la formation d'un gouvernement le plus tôt possible et la tenue des législatives. "Nous sommes prêts. Nous ne voulons pas reporter les élections législatives", a-t-il affirmé. "Ce gouvernement ne sera pas uniquement chargé des élections, il sera également chargé de la situation sécuritaire et économique du pays. Tous les partis devraient être représentés dans ce gouvernement et les portefeuilles ministériels devraient être octroyés en fonction de la répartition des sièges parlementaires", a-t-il conclu.

Al Akhbar

Nicolas Nassif, journaliste libanais indépendant

Après le départ à la retraite début mai de trois de ses six membres, le Conseil militaire de l'Armée libanaise est désormais dans l'incapacité de se réunir faute de quorum, paralysant ainsi toute décision au niveau de l'armée.

Le Conseil militaire ne compte plus que le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, le chef d'état-major, le général Walid Salman, et le secrétaire général du Conseil supérieur de défense, le général Mohammad Kheir. Conformément à l'article 28 de la loi sur la défense nationale, le Conseil militaire ne peut se réunir qu'en la présence d'au moins cinq de ses membres. En l'absence d'un Conseil militaire, l'armée est complètement paralysée à tous les niveaux. Cette situation affectera notamment son financement, son armement et sa capacité de mobilisation. Cette situation pousserait le général Kahwagi à demander à assumer le rôle et les prérogatives du Conseil militaire afin d'éviter toute paralysie de l'institution militaire.

M. Kahwagi a ainsi envoyé une lettre au ministre démissionnaire de la Défense Fayez Ghosn, lui expliquant la situation qui l'a à son tour transmise au gouvernement.

Si les prérogatives du Conseil militaire sont transmises au commandant en chef de l'armée, cette situation créera un précédent. En effet, depuis sa formation en 1978, le Conseil militaire assure une représentation des communautés principales et évite ainsi que le chef de l'armée ne prenne des décisions unilatérales.

M. Kahwagi n'a pas explicitement demandé que les prérogatives du Conseil militaire lui soient transmises, mais il a noté que le gouvernement démissionnaire ne pouvait procéder à la nomination de trois nouveaux membres au Conseil militaire. Il a par ailleurs appelé les autorités à prendre les mesures nécessaires pour que le Conseil militaire puisse à nouveau se réunir.

Al Joumhouria

Selon des informations sûres, le Premier ministre désigné, Tammam Salam, s'apprêterait à annoncer, mardi prochain, la composition de son gouvernement de 24 membres qui ne comprendra pas des représentants du 8-Mars.

Les mêmes sources ajoutent que les négociations directes et indirectes entre M. Salam et le 8-Mars n'ont donné aucun résultat et que le climat entre les deux parties était, dernièrement, négatif, les protagonistes étant attachés à leurs positions. Cela a poussé M. Salam à adresser un message aux dirigeants du 8-Mars les informant de son intention d'aller de l'avant dans la formation de son gouvernement, même s'il fallait pour cela envisager l'absence de cette composante de l'Exécutif.

Des sources qui suivent les efforts pour la formation du gouvernement font état de fortes pressions exercées sur M. Salam en ce moment pour le pousser à annoncer la formation d'un gouvernement de fait accompli dans les 48 heures. Mais jusqu'à jeudi soir, il était encore hésitant en raison des doutes exprimés par le président de la Chambre, Nabih Berry, au sujet des centristes, et des propos du secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, qui a posé comme condition la formation d'un gouvernement d'union nationale, ce qui a ramené le dossier gouvernemental à la case départ. Selon certaines informations, le président de la République, Michel Sleiman, ne serait pas enthousiaste à l'idée d'un gouvernement de fait accompli dans les circonstances actuelles.

ILS ONT DIT...

Fayçal al-Moqdad, vice-ministre syrien des AE

“**Instruction a été donnée de** répondre immédiatement à toute nouvelle attaque israélienne. Nos représailles contre Israël seront dures et douloureuses. Israël doit le savoir. En aucun cas la Syrie ne permettra que les attaques israéliennes se reproduisent. Les affirmations d'Israël selon lesquelles les frappes visaient le Hezbollah et l'Iran sont un mensonge. Il n'y pas d'Iran et de Hezbollah. Il n'y pas de voitures qui transféraient des armes. avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu, il a répondu: "Je pense que le président Vladimir Poutine a dû dire à Benyamin Netanyahu lors de leur entretien téléphonique: 'assez c'est assez'. Ces attaques mettent en danger toute la situation au Moyen-Orient et ce type d'action doit cesser (...)La Syrie est prête à accueillir immédiatement la commission d'enquête de l'Onu sur les armes chimiques, et affirmer le contraire est un mensonge. Nous étions prêts et nous sommes toujours prêts maintenant, à cette minute, à accueillir la délégation. Nous avons ajouté que si l'enquête à Khan al-Assal s'avérait professionnelle, honnête, neutre nous serions d'accord pour examiner les autres cas.

Laurent Fabius, ministre français des AE

“**Nous proposons de classer** les extrémistes islamistes du Front Al-Nosra comme organisation terroriste au sens de l'Onu pour augmenter notre soutien à l'opposition syrienne modérée. Nous avons engagé une procédure commune avec les Anglais pour déposer la demande de classification devant le comité des sanctions des Nations unies.

Poursuites contre neuf personnes pour terrorisme

L'Agence nationale d'information (officielle) a rapporté que le commissaire du gouvernement près le Tribunal militaire, le juge Sakr Sakr, a engagé vendredi des poursuites contre neuf personnes, dont deux Libanais en détention, des Syriens et des Palestiniens, accusées de faire partie d'une "organisation armée visant à commettre des actes terroristes". Ces neuf personnes sont aussi accusées d'avoir fabriqué et transporté des explosifs vers la Békaa dans le but de commettre des attaques.

Pédagogie pour les extrémistes en Belgique

Les autorités musulmanes en Belgique ont mis en garde mercredi les jeunes tentés de partir combattre en Syrie, en affirmant que le Coran n'incitait pas à se battre et qu'ils risquaient de se radicaliser au contact de groupes extrémistes luttant contre le régime d'Assad. "Leur retour après la fin du conflit est beaucoup plus redouté que leur départ", ont averti les principales organisations musulmanes en Belgique, dont le Conseil européen des Oulémas marocains, la Ligue des Imams et l'Union des Mosquées. "Il est à craindre que ces jeunes n'adoptent les programmes des groupes extrémistes aux côtés desquels ils combattent, ce qui compliquera leurs relations avec leurs concitoyens européens" lorsqu'ils rentreront en Belgique, estiment-ils dans un texte destiné à être discuté dans les mosquées. (AFP)

Elnashra.com (Site d'information indépendante)

M. Daniel Chéaïb a répondu aux propos de l'ambassadeur de Turquie au Liban, Inan Ozyildiz, qui avait estimé que les familles des otages libanais détenus avaient en Syrie "ont dépassé les limites". "Une personne comme l'ambassadeur de Turquie, qui représente un pays terroriste qui parraine les enlèvements, le terrorisme, les crimes sanglants et qui encourage l'effusion de sang entre Syriens, n'a pas le droit de tenir de tels propos, a dit M. Chéaïb. L'ambassadeur semble vivre encore à l'ère ottomane. Il ferait mieux de se taire. Il est une personne indésirable et la Turquie va payer le prix du rapt des Libanais". Les familles des pèlerins, enlevés depuis bientôt un an en Syrie, ont empêché vendredi les employés de la compagnie d'aviation turque Pegasus d'accéder à leur bureau, dans l'ouest de Beyrouth, pour protester contre les critiques de l'ambassadeur turc formulées à leur adresse.

Les parents des détenus avaient pourtant suspendu jeudi leur sit-in et leur mouvement de protestation devant le Centre culturel turc et le bureau de la Turkish Airlines, situés au centre-ville de Beyrouth. Ils ont voulu ainsi faire preuve de bonne volonté en répondant à l'appel du directeur général de la Sûreté générale, le général Abbas Ibrahim, qui les a informés qu'une solution pourrait être prochainement trouvée.

Rolling Stones (Bimestriel américain)

Le vice-président Joe Biden a souligné que l'administration américaine actuelle était extrêmement prudente dans le dossier syrien car elle avait à l'esprit les erreurs commises à son sens lors de l'invasion et l'occupation de l'Irak en 2003. Assurant que l'équipe du président Barack Obama avait restauré l'image des Etats-Unis dans le monde, M. Biden a expliqué que "nous ne voulons pas tout gâcher comme la précédente administration l'a fait en Irak, en disant d'armes de destruction massive".

Ces armes, prétexte à l'invasion de mars 2003, n'ont jamais été retrouvées après la chute du régime de Saddam Hussein.

"Nous savons que des traces ont été retrouvées, et il s'agit probablement d'armes chimiques. Ce que nous ne savons pas encore c'est si elles ont été répandues de façon accidentelle", par le régime ou les rebelles, a remarqué M. Biden.

Si cet usage est confirmé, "le président prendra certainement des mesures proportionnées", a révélé M. Biden, sans plus de précisions.

Mais il a aussi souligné que "quelle que soit la façon dont cela se termine, il va y avoir une instabilité politique de la Syrie pendant un certain temps, et nous voulons faire en sorte qu'il existe encore des institutions qui peuvent gouverner un pays". "La leçon que nous avons apprise de l'Irak et de la précédente administration (...) est qu'en gérant l'Irak, ils ont détruit toutes les institutions", a rappelé M. Biden. "Et nous savons que nous pouvons y remédier, si nous sommes prêts à dépenser 1000 milliards de dollars, envoyer 160000 soldats et subir 6.000 morts, mais nous ne le pouvons pas", a encore dit M. Biden, en allusion au bilan humain et financier de la guerre en Irak, côté américain.

C'est a priori la première fois qu'un haut responsable de l'exécutif américain établit aussi clairement le lien entre la décision d'envahir l'Irak il y a dix ans et l'attitude actuelle de Washington face à la Syrie.